

LUMPE, Lora. *Running Guns. The Global Black Market in Small Arms*. London, Zed Books, 2000, 238 p.

Yves Steiner

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704456ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704456ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Steiner, Y. (2002). Compte rendu de [LUMPE, Lora. *Running Guns. The Global Black Market in Small Arms*. London, Zed Books, 2000, 238 p.] *Études internationales*, 33(3), 577–579. <https://doi.org/10.7202/704456ar>

la question du maintien de la paix au sens large (Jane Boulden, James A. Helis et David Last), la relation entre les principaux partenaires euro-atlantiques (Charles C. Pentland, Jürgen Döbert et Gleen Brown), la politique étrangère sous Axworthy (Joel J. Sokolsky), les questions touchant les aspects de sécurité dans l'espace continental (David G. Haglund, Donald A. La Carte et David M. Law) et des éléments plus techniques concernant l'interopérabilité des CF-18 (Samuel J. Walker). À ce propos, le texte de David M. Law, qui a pour titre « Democratic Deficits and North American Security », contraste largement avec les autres textes par le sujet abordé, mais aussi par sa démarche plus proche de la politique comparée que des relations internationales et des études stratégiques.

Il y a tout de même quelques petites nuances à apporter dans ce livre. Premièrement, dans ce type de publication, l'hétérogénéité des propos l'emporte souvent sur la cohérence interne ; c'est malheureusement le cas ici. Les liens sont ténus, pour ne pas dire inexistantes entre des textes comme ceux de Walker et de Law par exemple. De plus, le regroupement par thèmes et la présence d'une définition plus précise de ce qu'est l'interopérabilité et ce dès l'introduction, auraient permis de rendre l'ensemble plus harmonieux à défaut d'une cohérence parfaite. À ce propos, l'absence de textes consacrés exclusivement aux questions se rapportant au terrorisme et aux renseignements est à noter. Enfin, l'ouvrage aurait gagné avec la présence d'une conclusion, permettant de faire d'une part, les liens entre chacun des sujets abordés (même si l'introduction fait en partie le travail) et d'autre part, en

proposant de nouvelles questions et avenues de recherche. Malgré ces quelques remarques, cette publication recèle plusieurs éléments positifs, tant dans le choix des sujets abordés que dans la perspective proposée. En conséquence, on doit saluer le travail réalisé et souhaitons que la réflexion se poursuive.

Dany DESCHÈNES

*Institut québécois des hautes études internationales
Université Laval, Québec*

Running Guns. The Global Black Market in Small Arms.

LUMPE, Lora. London, Zed Books, 2000, 238 p.

Birahima, l'enfant orphelin d'Allah n'est pas obligé d'Ahmadou Kourouma, n'a qu'un seul désir. Il rêve de jouer avec une *kala*, de devenir un enfant-soldat parce que, comme il le dit, « on appuie et ça fait tralala ». Le tragique de cette situation, l'écrivain ivoirien le résume en une formule : « c'est la guerre tribale qui veut ça ».

Pour les auteurs de *Running Guns*, ce n'est certainement pas que la guerre tribale qui veut qu'un enfant se retrouve au beau milieu d'un conflit armé, kalachnikov en main. Laissant de côté les multiples causes nationales des conflits armés, le collectif d'auteurs réunis par Lora Lumpe, chercheuse au *Peace Research Institute Oslo*, s'attache à démêler les ficelles des réseaux internationaux de diffusion des armes légères et en particulier les dynamiques propres au commerce illicite des armes légères et de petit calibre.

Une telle problématique, encore peu débroussaillée à ce jour, implique de convoquer différents savoirs,

différents « corps de métier ». L'ouvrage regroupe à dessein des universitaires, mais aussi et surtout des praticiens venus des milieux onusiens et des organisations non gouvernementales. Il s'agence comme suit : une synthèse introductive de l'ensemble des contributions et une conclusion, sous forme de catalogue de recommandations à destination des décideurs politiques et de la société civile, encadrent les neuf articles de l'ouvrage.

Un premier bloc de deux contributions cadre la problématique. Le récit tumultueux, et très terre-à-terre, d'un trafic d'armes entre la Slovaquie et le Soudan à la fin des années quatre-vingt-dix par le journaliste-baroudeur B. Johnson-Thomas, contraste fortement avec l'exposé méthodique et renseigné de E.-C. Gillard sur les éléments juridiques nationaux et internationaux qui forment aujourd'hui le maigre cadre de la régulation internationale du commerce des armes légères et de petit calibre. Sa contribution se veut également prospectiviste. E.-C. Gillard dresse en effet un panorama des instruments juridiques, tous échelons confondus, pouvant servir à la constitution d'un régime international limitant le commerce des armes légères.

Les sept contributions restantes investiguent le marché illicite des armes légères et de petit calibre à proprement parler. Trois blocs se découpent : les sources de l'offre, les mécanismes de ce commerce et les derniers efforts internationaux et nationaux pris pour contrer l'impact de ce marché.

Bien que succédant à la contribution de L. Mathiak et L. Lumpe (cf.

infra), le très informatif article de P. Abel apparaît comme une porte d'entrée rêvée sur la question des structures de l'offre du commerce illicite des armes légères. En quelques pages, celui-ci répertorie les facteurs qui ont conduit ces quarante dernières années à une augmentation considérable de la production des armes légères et de petit calibre, mais surtout à son éclatement autour de nouveaux pôles de production. Le transfert de technologie dans ces domaines a ainsi alimenté cet éclatement des structures de production et rend aujourd'hui obsolète le seul recours au contrôle des exportations d'armes. Le conflit afghan dans les années quatre-vingt et le soutien américain aux *Moudjahidin* au travers du gouvernement pakistanais sont, pour L. Mathiak et L. Lumpe, le point de départ d'une réflexion sur le rôle des gouvernements, en particulier celui des États-Unis, comme principale cause de la prolifération des armes légères dans l'après-guerre froide. Ces opérations restent, selon elles, la source première du commerce illicite des armes légères et de petit calibre en raison des réseaux et des mécanismes largement souterrains qu'elles requièrent. Elles en soulignent également la portée à court terme et leurs conséquences incontrôlables, désastreuses et perverses quelques années plus tard. Dans leur contribution qui clôt ce premier bloc d'articles, W. Cukier et S. Shropshire posent un constat : dans de nombreux États, la vente d'une arme est, en principe, encadrée par le droit alors que la revente l'est déjà moins, ce qui conduit au développement d'un marché gris, terreau propice aux exportations illégales d'armes. Des solutions pour éviter le passage d'un marché

légal à un marché gris, voire à un marché noir existent (authentification, permis, etc.). Mais, déplorent les auteurs, l'influence de certains groupes de pression, aux États-Unis notamment, empêche la mise en place de réglementations contraignantes.

Les articles de B. Wood et J. Peleman, et de R. T. Naylor détaillent les mécanismes marchands au cœur du commerce illicite d'armes légères et de petit calibre. La première contribution inventorie les techniques laissées au choix des marchands d'armes pour contourner les réglementations nationales et internationales en matière de fret, de transport naval ou aérien. R.T. Naylor s'intéresse, lui, aux stratégies de financement et de paiement liées à l'acquisition d'armes, avec au centre de celles-ci le rôle des banques et des places financières *off-shore*. Ces contributions sont les deux faces d'une même médaille. Toutes deux soulignent l'importance des intermédiaires, que ceux-ci se présentent sous la forme de sociétés privées dans des pays tiers ou d'institutions financières. Elles montrent également combien, autant dans le domaine du commerce que de la finance, les instruments et les ressources à la disposition des États semblent dérisoires.

Le pessimisme affiché par les cinq contributions précédentes tranche quelque peu avec celle de S. Meek. Retrouvant la piste esquissée plus haut par E.-C. Gillard, S. Meek décrit les efforts politiques et juridiques internationaux, régionaux et nationaux dans la régulation du commerce illicite d'armes légères et de petit calibre. Elle souligne l'augmentation de tels efforts depuis une dizaine d'années, même si la portée de ces initiatives

reste encore maigre. Les résultats mi-figue, mi-raisin de la conférence de l'ONU sur les armées légères de juillet 2001 illustrent ce point, si besoin est. Enfin, la contribution de T. Leggett complète judicieusement la précédente en s'intéressant à la mise en application des lois, conventions et autres codes de conduite dans le commerce des armes légères et de petit calibre. Les difficultés de la coopération internationale entre les différentes agences opérant dans le domaine ne semblent ainsi rien à côté des obstacles culturels, sociaux et politiques qui freinent, à l'échelle nationale, la mise en place effective d'une légalisation sur la question, comme en témoigne l'exemple de l'Afrique du Sud.

Pour beaucoup, l'absence d'efforts conceptuels au profit d'une recherche de terrain, vaste et parfois même débordante, pourrait être source d'irritation. Le fait que chaque article s'achève sur sa pesée de « recommandations urgentes » à destination des organisations internationales, des gouvernements nationaux et de la société civile, également. Pourtant, bien mal avisé serait celui ou celle qui rejetterait pour de tels motifs l'ouvrage de L. Lumpe. Le terrain sur lequel s'aventurent les auteurs de *Running Guns* est en friche. Surtout, ce terrain et l'objet qu'il découpe stimulent la réflexion.

Yves STEINER

Centre Walras – Pareto
Université de Lausanne